

# Afrique du Sud

## Le débat sur la nationalisation : comment le mener... et comment ne pas le mener <sup>(1)</sup>

Jeremy Cronin,  
membre du Comité exécutif national du Parti  
communiste Sud-Africain (SACP), et ministre des  
Transports de la République Sud-Africaine

**Dans son programme, le SACP s'engage à lutter pour une Afrique du Sud socialiste. C'est notre « activité première », si vous préférez. C'est notre raison d'être.**

L'avenir socialiste auquel nous aspirons est sans aucun doute un idéal, cependant cela ne nous intéresse pas de perdre d'interminables heures à spéculer sur la construction d'un modèle idéal pour un avenir lointain. C'est ce type d'exercice futile que Marx et Engels ont toujours rejeté comme étant de la pure « utopie ». Notre socialisme repose dans le fond sur la lutte à mener, ici et maintenant, avec les travailleurs et les pauvres, et pour les défendre.

Mais comment menons-nous cette lutte? Avant tout, ce n'est pas et ce ne peut être une sorte de complot secret. Nous sommes ouvertement socialistes, et (au moins depuis le 2 février 1990) nous avons été aussi légalement socialistes. Notre lutte socialiste n'est pas une conspiration (vous ne pouvez pas construire le socialisme sur la base d'une conspiration). Elle ne repose certainement pas sur la « conquête » de l'ANC en infiltrant des communistes sur les listes électorales de l'ANC!

Si des communistes bénéficient d'un soutien populaire et d'un capital sympathie au sein même des structures de l'ANC, parfait. Mais ils occupent des postes de l'ANC en tant que membres de l'ANC. Nous voulons avoir des cadres de l'ANC compétents, honnêtes et travailleurs qui soient des leaders de l'ANC – certains seront communistes, la plupart ne le seront pas. Nous disons: plutôt un camarade de l'ANC non-communiste mais compétent à la direction du mouvement qu'un membre de l'ANC moins compétent, mais qui se trouverait être un communiste.

Au cœur du socialisme pour lequel nous nous engageons se trouve la lutte pour avancer vers un contrôle social et démocratique croissant sur les principales ressources de notre société. À cet égard, nous ne sommes certainement pas opposés, en principe, à la propriété

étatique (« nationalisation ») comme un moyen possible pour avancer vers le contrôle social des ressources stratégiques. Mais il faut que certaines conditions soient remplies.

En premier lieu, la propriété étatique de secteurs-clés de l'économie n'est pas, en soi, nécessairement une mesure progressiste et encore moins anti-capitaliste – le régime d'apartheid et plusieurs Etats fascistes avaient un vaste secteur nationalisé. De nos jours des institutions financières majeures au Royaume-Uni et aux États-Unis ont également été « nationalisées ». Dans tous ces cas, la propriété d'État n'a pas fait reculer la logique du privé, des profits pour une minorité, dans les intérêts de la satisfaction des besoins sociaux de la majorité – mais elle était plutôt la conséquence d'interventions bureaucratiques pour sauver le capitalisme en crise.

Récemment, les renflouements des banques, dans certains pays capitalistes avancés, ont été décrits à juste titre par certains économistes classiques comme « *un socialisme pour les capitalistes* », pendant que la majorité devait supporter le poids d'une énorme dette nationale à payer, en contrepartie.

Deuxièmement, comme les nombreux scandales récents dans nos entreprises parapubliques l'ont fait apparaître, le secteur public, en soi, n'est pas une garantie que le bien public ne sera pas pillé par les dirigeants et les managers de ces entreprises dans un but d'accumulation privé. L'accumulation primitive, par la recherche de rentes étatiques, est un des grands fléaux qui frappe notre démocratie et elle est l'origine de tant de querelles et de luttes sectaires au sein de notre mouvement.

Il est absolument essentiel que nous intensifions la lutte contre ce fléau. Ce serait le comble de l'hypocrisie, d'ailleurs, que de défendre l'idée de « nationalisation »

d'une part, tout en étant intimement impliqués dans le pillage privé des biens publics d'autre part.

En défendant notre point de vue sur la socialisation, qui comprend la nationalisation progressiste, le SACP entend placer cette perspective, et toute autre discussion sur la nationalisation/socialisation, dans le contexte de nos priorités stratégiques communes au sein de l'alliance – des logements durables et des emplois stables; la couverture médicale; l'éducation; le développement rural; et la lutte contre le crime et la corruption. Nous devons tous être vigilants contre l'appropriation opportuniste du terme « *nationalisation* », contre ceux qui en font une question indépendante d'un contexte social et qui l'utilisent pour se donner une étiquette « *radicale* ». Tout appel progressiste à la nationalisation doit être cohérent et doit s'insérer dans un programme démocratique.

En tant que SACP, le parti du socialisme au sein de l'alliance menée par l'ANC, nous cherchons à encourager une prise de conscience croissante, parmi les masses, notre peuple, jusqu'à certaines directions de l'ANC, de l'impossibilité de parvenir à avancer fondamentalement sur nos priorités communes sans faire reculer la domination du capital. En ce qui concerne le SACP, nous voulons en faire une discussion non-sectaire et pratique, plutôt que de se limiter aux déclarations « *idéologiques* ». Les fanfaronnades ne servent à rien. Menacer des camarades en leur disant que vous ne voterez pas pour eux lors des prochaines conférences électorales à moins qu'ils ne soutiennent votre position, c'est puéril et inutile.

Par exemple, le débat sur la transformation du secteur minier doit être placé dans le défi pour notre pays qui est de concevoir un nouveau modèle de croissance qui soit créateur d'emplois. Il doit s'agir de discuter du rôle d'un secteur minier transformé (et en fait d'un complexe plus vaste: énergétique/minéral/financier) dans le *Plan d'Action pour une Politique Industrielle* (IPAP en anglais) qui est en train de voir le jour. Comment nous transformons le secteur minier devrait être placé dans le cadre d'une discussion plus large et ne doit pas se baser sur un tiers d'une clause de la Charte de la Liberté, sortie de son contexte.

Mais la question de la socialisation est loin de se limiter à une question étroitement économique. Elle est liée à toutes les priorités stratégiques de notre alliance menée par l'ANC. La transformation du système de couverture médical, par exemple, nécessite (comme l'ANC en est venu de plus en plus, en effet, à le reconnaître et à l'affirmer) justement la mise en place d'une politique de socialisation dans le secteur (renforcer le secteur public de la santé; faire reculer le pouvoir de l'industrie pharmaceutique; la mise en œuvre d'une assurance-santé nationale, etc.). L'ANC et le gouvernement pourraient ne pas utiliser le mot « *socialisation* » (et cela importe peu) – mais c'est exactement pour ce type de positions convergentes que nous, SACP, luttons.

La même chose peut être dite du virage à 180 degrés réalisé dans l'éducation – avec la prise de conscience progressive que la transformation (ou dans notre terminologie « *socialisation* ») du secteur ne signifie pas seulement un secteur amélioré « *contrôlé par l'État* » (c'est essentiel), mais aussi, dans ce cas, la mobilisation effective des forces sociales capitales (enseignants, pa-

rents, élèves, quartiers) autour d'un agenda unitaire de transformation sociale.

De la même manière, la lutte contre la corruption, une autre priorité stratégique commune, est intimement liée à un contrôle exercé sur l'État et surtout les entreprises publiques qui doivent être soumises à un mandat social – pour s'opposer à ceux qui s'en servent comme des instruments en vue d'une accumulation primitive.

La crise actuelle sur la gouvernance, les parachutes dorés, les prix exorbitants et les échecs rencontrés par de nombreuses entreprises publiques devraient être une occasion pour nous de faire avancer non pas la cause de la privatisation, comme ne manquera pas de le faire l'Alliance Démocratique, mais plutôt celle d'une socialisation réelle et étendue – la subordination à la logique de la satisfaction des besoins sociaux et non des profits privés.

Comme nous l'avons dit dans un passé récent, le SACP accueille positivement la tentative de la Jeunesse de l'ANC de soulever des questions sur la transformation du secteur minier, y compris une possible nationalisation. Nous sommes les derniers à être outrés ou à désapprouver ce type de débat.

Nous sommes inquiets du fait que, cependant, si ce débat important n'est pas mené d'une manière constructive, et guidé par des arguments étayés, il comporte le risque de diviser l'ANC et l'ensemble de notre mouvement, et de discréditer le besoin réel et urgent d'une transformation structurelle majeure dans notre société. ■

(1) Traduit par AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>